



Il est encore temps !

3 LEÇONS À RETENIR POUR
LIMITER LE RÉCHAUFFEMENT
CLIMATIQUE À 1,5°C



EN RÉSUMÉ

Lors de la COP21, tous les pays se sont engagés à maintenir le réchauffement global bien en deçà de 2°C, et à “poursuivre les efforts nécessaires pour limiter le réchauffement à 1,5°C” par rapport à l’ère pré-industrielle. Trois ans après, cet objectif ne doit pas rester un chiffre sur le papier : pour des millions de personnes, maintenir le réchauffement à 1,5°C est une condition de survie. Les mesures à adopter pour concrétiser cet engagement peuvent aussi bénéficier à toutes et à tous : c’est la possibilité de vivre dans un monde plus sain, plus juste et plus durable.

Alors que la planète connaît déjà 1°C de réchauffement moyen, les impacts violents des dérèglements climatiques se multiplient partout dans le monde et frappent en premier lieu les populations les plus vulnérables au Sud. Le temps n’est plus à la prise de conscience. Il est à l’action immédiate, profonde, de tous les acteurs, y compris politiques et économiques, au premier rang desquels les États. Si le rapport du GIEC doit apporter aux gouvernements les preuves scientifiques de la nécessité d’accélérer sans attendre leurs actions climatiques, les ONG mentionnent trois points clés pour limiter le réchauffement global à 1,5°C.

Limiter le réchauffement à 1,5°C : c'est indispensable et désirable

Limiter le réchauffement global à +1,5 °C, c'est :

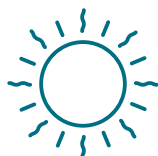


55 millions

DE PERSONNES
EN MOINS TOUCHÉES
PAR **LA FAIM**
EN AFRIQUE

(PAR RAPPORT À +2°C)

(CLEMETS ET AL., 2009)



73 millions

DE PERSONNES **EN MOINS**
TOUCHÉES PAR **DES VAGUES**
DE CHALEURS EXTRÊMES
ESTIVALES EN EUROPE

(PAR RAPPORT À +2°C)

(KING ET AL., 2018)



2 fois moins

D'ESPÈCES ANIMALES
ET VÉGÉTALES
MENACÉES D'ICI À
LA FIN DU SIÈCLE

(PAR RAPPORT À +3°C)

(WARREN ET AL., 2018)

Éviter les impacts les plus dramatiques et irréversibles des changements climatiques

Aujourd'hui, le coût de l'inaction est évident. Un réchauffement de 1,5°C aura de graves impacts, et chaque dixième de degré supplémentaire ferait peser des conséquences inacceptables sur les populations et les écosystèmes. Il y a un monde entre un réchauffement de 2°C et 1,5°C : il est donc indispensable de mettre tout en oeuvre, sans attendre, pour éviter de franchir le seuil de 1,5°C.

Canicules sans précédent en Europe, inondations dévastatrices au Kerala en Inde, graves épisodes de sécheresse au Sahel, ouragans de plus en plus intenses et fréquents de par le monde... Les impacts des changements climatiques sont déjà visibles à 1°C de réchauffement moyen. Or ces impacts ne sont qu'un avant-goût des conséquences dévastatrices et irréversibles d'un réchauffement climatique de plus de 1,5°C.

Au-delà de cette limite, les impacts bouleverseraient nos sociétés et nos écosystèmes de manière profonde : baisse de la qualité nutritionnelle des

aliments et de la productivité agricole, vagues de chaleurs plus fréquentes et intenses, pénuries d'eau, hausse des inondations, désertification, extinction massive de biodiversité. **Les populations les plus vulnérables au Sud, notamment les paysans et peuples autochtones, en sont déjà et en resteront les premières victimes**, alors qu'elles sont également porteuses de solutions. Les changements climatiques les contraignent à des déplacements et migrations, aggravent la faim dans le monde, et sont un frein majeur à l'éradication de la pauvreté.

Les pays d'Europe ne seront pas non plus épargnés.

En 2017, les événements météorologiques extrêmes ont déjà coûté 14 milliards d'euros à l'Union européenne. Si le réchauffement continue, le coût de ces impacts pourrait atteindre 120 milliards d'euros à +2°C de réchauffement et jusqu'à 190 milliards à +3°C (Joint Research Center, 2014).

Limiter le réchauffement à 1,5°C : c'est indispensable et désirable



18 millions

**D'EMPLOIS NETS POURRAIENT ÊTRE
CRÉÉS** GRÂCE À LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE D'ICI À 2030

(ILO, 2018)



153 millions

**DE VIES SUPPLÉMENTAIRES
POURRAIENT ÊTRE SAUVÉES** EN
LIMITANT LA POLLUTION DE L'AIR ET
LA TEMPÉRATURE À 1,5°C D'ICI
À LA FIN DU SIÈCLE

(SCHINDLER ET AL., 2018)

Un futur désirable pour toutes et tous

S'il est indispensable d'éviter les pires impacts des dérèglements climatiques, limiter le réchauffement à 1,5°C signifie aussi appliquer des mesures qui rendront la planète plus vivable. Des politiques compatibles avec cet objectif peuvent permettre de réduire la pollution atmosphérique dans nos villes et respirer un air moins pollué, de disposer d'une nourriture plus saine, de vivre dans un monde plus stable et plus sûr, de réduire les inégalités et de favoriser le développement durable. Limiter le réchauffement global à 1,5°C, c'est l'occasion de repenser nos modes de production et de consommation et de promouvoir une transition juste pour toutes et tous. Cette transition permettra notamment de créer des milliers d'emplois de qualité, en particulier dans le domaine de l'énergie.

Ces transformations auront des impacts concrets en France. **Par exemple, d'ici à 2050, jusqu'à 600 000 emplois nets pourraient être créés grâce à des politiques de transition écologique et énergétique compatibles avec un réchauffement de 1,5°C, notamment dans le secteur de la rénovation énergétique et des énergies renouvelables** (Négawatt, 2017). L'adoption d'une alimentation saine (deux fois moins de viande, deux fois plus de bio) engendrerait un gain de 10 milliards d'euros sur le pouvoir d'achat des français (CIRED, CNRS, 2016).

Limiter le réchauffement à 1,5°C : il est encore temps !

+1°C

C'EST LE
**RÉCHAUFFEMENT
MOYEN DÉJÀ
ATTEINT DANS
LE MONDE**

+3°C

C'EST LA **TRAJECTOIRE
DE RÉCHAUFFEMENT
PROJETÉE D'ICI
2100, À PARTIR DES
ENGAGEMENTS PRIS
À LA COP21**

2 ans

C'EST LA **FENÊTRE
D'OPPORTUNITÉ POUR QUE
LES PAYS RELÈVENT LEURS
PROMESSES DE RÉDUCTIONS
D'ÉMISSIONS DE GAZ
À EFFET DE SERRE**

De toute urgence : changer les politiques climatiques de cap et d'échelle

Les politiques climatiques actuelles sont loin de mettre la planète sur la bonne voie. Au contraire, les émissions de gaz à effet de serre sont reparties à la hausse en 2017 et les engagements climatiques des pays pris à la COP21 nous emmènent vers un réchauffement de plus de 3°C d'ici à la fin du siècle.

Mais il n'est pas trop tard : une action immédiate de la part des gouvernements, entreprises et investisseurs peut encore infléchir la tendance et permettre de limiter le réchauffement à 1,5°C. Cela demande des efforts sans précédent et des transformations profondes de notre système. Concrètement, il s'agit de réduire drastiquement les émissions pour atteindre la neutralité tous gaz à effet de serre d'ici à la moitié du siècle, c'est-à-dire un équilibre entre les émissions et les puits naturels (océans ou forêts).

Il est urgent d'appliquer les solutions qui existent déjà : mettre fin à l'exploitation et au financement des énergies fossiles comme le charbon, le gaz, le pétrole ; atteindre 100 % d'énergies renouvelables ; améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments ; repenser nos modes de déplacement et notre système agricole et alimentaire. Il est également nécessaire d'amplifier les soutiens financiers envers les plus vulnérables, au Nord comme au Sud, afin de garantir une transition juste socialement.

Le verrou n'est plus technique, il est politique. D'ici à 2020, les pays, au premier rang desquels les pays industrialisés, ont la responsabilité d'augmenter leurs objectifs de réductions d'émissions de gaz à effet de serre et d'appliquer réellement les politiques auxquelles ils s'engagent.

Face au retard pris par les États, les scientifiques indiquent qu'il faudra non seulement réduire drastiquement les émissions, mais aussi développer des méthodes pour retirer des gaz à effet de serre de l'atmosphère. Plus les États attendront, plus ils devront avoir recours à ces méthodes qui comportent des risques. **Limiter le réchauffement à 1,5°C ne doit pas être un prétexte pour laisser la porte ouverte à de fausses solutions qui auraient des conséquences inacceptables.** Par exemple, un recours massif aux technologies non matures, très coûteuses et risquées dites "d'émissions négatives", ayant pour but d'absorber le CO₂ et de le stocker sous le sol, viendrait remettre en cause les droits fondamentaux, la sécurité alimentaire de millions de personnes et la biodiversité. Cela pourrait conduire à développer des pratiques agricoles vantées pour leur supposé stockage de carbone, mais qui ne réduisent en réalité pas l'impact climatique de nos systèmes agricoles et alimentaires, parmi les premiers contributeurs d'émissions. Un recours massif à l'énergie nucléaire pour réduire les émissions, quant à lui, serait à la fois dangereux, coûteux, inefficace et irréaliste au regard des prévisions.

L'urgence est donc de réduire nos émissions maintenant en appliquant des solutions respectueuses des êtres humains et de l'environnement.

En France et en Europe : un “plan d'action 1,5°C” dès maintenant

Il est indispensable de passer des politiques des petits pas à des changements profonds, nécessaires à une transition écologique juste pour toutes et tous, au Nord comme au Sud. **Les gouvernements doivent entendre l'appel de la science et des citoyens. Ils doivent appliquer des “plans d'actions 1,5°C” pour rendre leurs politiques compatibles avec le seul objectif acceptable de l'accord de Paris.**

DANS L'UNION EUROPÉENNE, REFUSER L'INACTION

Les objectifs climatiques européens, fixés en 2014, sont obsolètes depuis la COP21 et sont très loin de ce que l'Europe peut et doit faire. Face à l'urgence rappelée par la plainte de 11 familles victimes des impacts du changement climatique en Europe, et à quelques mois des élections européennes, **il est temps que les dirigeants des pays européens, dont la France, prouvent que l'Europe peut agir pour protéger ses citoyens.**

→ Réviser les objectifs climatiques européens pour 2030 en accord avec un objectif de long-terme ambitieux

La France doit mener de front cette bataille pour faire aboutir la révision à la hausse de la contribution européenne à l'accord de Paris avant 2020. Il est essentiel que les objectifs climatiques européens pour 2030 soient compatibles avec une trajectoire de réduction des gaz à effet de serre menant l'Europe sur la voie de zéro émission nette bien avant 2050.

→ Prendre des mesures de court terme pour inverser la courbe des émissions

L'Europe doit prendre des mesures pour réduire rapidement ses émissions de gaz à effet de serre dans tous les secteurs. Après l'adoption du paquet « Énergie propre » qui permettra d'accélérer le développement des énergies renouvelables, d'autres dossiers peuvent changer la donne :

- La législation sur les normes de CO₂ des véhicules et des poids lourds : la France et l'Europe doivent tourner le dos aux pressions de l'industrie automobile et porter des normes ambitieuses aux côtés du Parlement européen ;
- La réforme de la politique agricole commune : la France et l'Europe doivent mener une refonte du système agricole et de notre alimentation aux bénéfices des Européens ;
- Le futur budget européen : la France et l'Europe doivent renoncer à tout investissement contraire à l'accord de Paris, et catalyser les financements pour la transition énergétique et l'accompagnement des régions et travailleurs vers les activités d'avenir.

En France et en Europe : un “plan d'action 1,5°C” dès maintenant

EN FRANCE, PASSER DES PETITS PAS AUX POLITIQUES STRUCTURANTES

En 2017, la France a dépassé de 6,7 % son plafond d'émissions de gaz à effet de serre. La **seule réponse acceptable de la part du gouvernement français est une accélération et une hausse de l'ambition immédiats de ses politiques climatiques et énergétiques**. Cela inclut :

→ Une loi sur les mobilités 100 % compatible avec l'accord de Paris

Alors que le secteur des transports représente 29 % des émissions de gaz à effet de serre en France, l'avant-projet de loi d'orientations des mobilités annonce une politique de transports sans grande transformation. Pour viser zéro émission nette, le projet de loi doit écarter les projets autoroutiers, supprimer les avantages fiscaux des transports les plus polluants et déployer des mesures favorables aux alternatives à la voiture individuelle pour tous.

→ Une transformation en profondeur du modèle agricole et alimentaire

Il est impératif de soutenir sans attendre un nouveau modèle agricole et alimentaire bon pour l'environnement, la santé de tous, et créateur d'emplois. Cela implique de diviser par deux l'utilisation des engrais azotés de synthèse, d'interdire les phytosanitaires les plus nocifs, de mettre en place une campagne ambitieuse pour diviser par deux la consommation de viande, de faire chuter la consommation de produits transformés et d'atteindre une consommation de 50 % de produits biologiques dans l'alimentation des français d'ici 2050.

→ Une planification énergétique 100 % énergies renouvelables

En parallèle de politiques ambitieuses de maîtrise de la demande en énergie, la France doit faire le choix clair des énergies renouvelables et se fixer l'objectif de 100 % énergies renouvelables en 2050. La prochaine Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) devra donner un calendrier de fermeture des centrales à charbon et des réacteurs nucléaires qui soit compatible avec l'ambition de donner la priorité aux économies d'énergies et aux renouvelables.

→ Un soutien financier renforcé pour les pays les plus vulnérables

La France, au côté des autres pays développés, a la responsabilité d'aider les populations les plus vulnérables dans leur action climatique. Elle doit accroître ses financements, en particulier pour accompagner l'adaptation aux changements climatiques dans les pays les plus en difficulté. Une allocation de 100 % des recettes de la taxe sur les transactions financières française à la solidarité internationale et au climat permettrait d'augmenter de 800 millions d'euros par an la contribution de la France sous forme de dons.

→ Un budget français compatible avec la limitation de la température à 1,5°C

Alors que le projet de loi de finance pour 2019 vient d'être publié, la France doit s'atteler à verdir son budget, comme elle s'y est engagée lors du One Planet Summit. Cela implique la suppression des niches fiscales en soutien aux énergies fossiles et le fléchage des recettes de la fiscalité écologique vers les solutions comme les transports en commun ou la rénovation des logements. A minima, le gouvernement doit maintenir les aides à la rénovation énergétique, prioritairement pour la réalisation de rénovations très performantes au bénéfice des ménages les plus en difficulté, pour lutter contre la précarité énergétique.

Contacts presse

Réseau Action Climat

Simon Coquillaud
+33 6 66 28 95 06
simon.coquillaud@reseauactionclimat.org

CARE France

Camille Nozières
01 53 19 87 68 / 07 86 00 42 75
nozieres@carefrance.org

CCFD-Terre Solidaire

Karine Appy
01 44 82 80 67
k.appy@ccfd-terresolidaire.org

CLER - Réseau pour la transition énergétique

Jane Méry
01 55 86 80 05
jane.mery@cler.org

Coordination SUD

Coordination SUD
01 44 72 03 78
bimoko@coordinationsud.org

Greenpeace France

Meryl Sotty
06 73 89 48 90
meryl.sotty@greenpeace.org

Oxfam France

Noélie Coudurier
06 17 34 85 68
ncoudurier@oxfamfrance.org

Réseau "Sortir du nucléaire"

Charlotte Mijeon
06 64 66 01 23
charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr

Secours Catholique - Caritas France

Sara Lickel
06 71 00 69 76
sara.lickel@secours-catholique.org

Fondation pour la Nature et l'Homme

Manuela Lorand
06 98 45 46 91
m.lorand@fnh.org

WWF France

Eleonora Trementozzi
06 35 34 73 52
etrementozzi@wwf.fr

REFEDD

Loïs Mallet
01 49 96 65 30
presidence@refedd.org

Save the date

Conférence de presse du Réseau Action Climat

Date : Le 8 octobre à 10h10

Lieu : NUMA, 39 rue du Caire, 75002

Inscriptions : charlotte.daviau@europeanclimate.org